

JUGE DE PAIX DES DISTRICTS DU JURA - NORD VAUDOIS ET DU GROS-DE-VAUD

Interdiction de passer et de stationner

**Immeuble sis Rue des Gubières 9-11-13, 1372 Bavois
Parcelle RF n° 440, Bavois**

Du : 19 mai 2025

Vu la requête déposée par la Caisse de Pensions de l'Etat de Vaud, à Lausanne, représentée par les Retraites Populaires,

considérant que la partie requérante établit, par état descriptif conforme au Registre foncier, être propriétaire de l'immeuble situé à la Rue des Gubières 9-11-13, 1372 Bavois (parcelle n° 440 plan feuille 1),

qu'elle souhaite affranchir ce fonds d'une interdiction de passer et stationner dans le but d'en empêcher un usage qu'elle estime abusif, que les conditions légales sont remplies,

le juge de paix,

appliquant les articles 258 à 260 du Code de procédure civile suisse :

- I. **interdit** à quiconque - ayants droit exceptés - de passer et stationner sur cette propriété, sous peine d'amende selon la loi sur les contraventions;
- II. **autorise** la partie requérante à doter, à ses frais, les endroits et places soumis à réglementation, de panneaux adéquats indiquant le type d'interdiction et mentionnant le texte indiqué sous chiffre I ci-dessus;
- III. **dit** que cette décision sera affichée au pilier public de la Commune de Bavois par l'autorité municipale et sur les lieux-mêmes par la partie requérante ;
- IV. **arrête** à fr. 200.-- les frais de la présente décision.

Le juge de paix :

Claudio VENTURELLI

Du même jour

La présente décision est notifiée à la partie requérante.

Elle est communiquée au greffe municipal de la Commune de Bavois en vue d'affichage au pilier public.

La mise à ban peut être contestée par le dépôt d'une opposition au tribunal dans les 30 jours à compter du jour où l'avis est publié et placé sur l'immeuble. Ce délai n'est pas suspendu par les fêtes (art. 145 al. 1 à 3 CPC). L'opposition n'a pas besoin d'être motivée.

Copie certifiée conforme à l'original
Le greffier :

h *3/8*



Le juge de paix :

Claudio VENTURELLI